

Proche-Orient/Conflit

Les dirigeants palestiniens réunis pour répliquer à la " claque du siècle "

AFP
Ramallah/Territoires palestiniens

Dans leur viseur, le président américain Donald Trump qu'ils accusent de parti pris pro-israélien.

LES dirigeants palestiniens étaient à nouveau réunis hier pour tenter d'élaborer la riposte aux coups portés selon eux à leur cause par le président américain Donald Trump.

Un discours courroucé du président palestinien Mahmoud Abbas a donné le ton dimanche de cette réunion de deux jours du conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) à Ramallah, en Cisjordanie occupée.

"L'affaire du siècle s'est transformée en claque du siècle", a tonné M. Abbas, en référence à la volonté proclamée de M. Trump de présider à "l'accord (diplomatique) ultime" entre Israéliens et Palestiniens.

Les Etats-Unis sous M. Trump se sont discrédités dans le rôle de médiateurs, les Palestiniens rejettent le plan que Washington est censé présenter à une échéance encore indéfinie, et toutes les options sont sur la table, a énuméré M. Abbas.

"Il n'y a plus d'Oslo", par la faute d'Israël, a-t-il martelé en évoquant le processus engagé en 1993 et censé conduire à une paix négociée entre Palestiniens et



Photo : AFP

Les dirigeants palestiniens, Mahmoud Abbas en tête, ne veulent plus des Etats-Unis, qu'ils jugent discrédités, comme médiateurs en chef de la crise au Proche-Orient.

Israéliens. Ces accords généralement considérés comme préfigurant la création d'un Etat palestinien sont restés une des références de l'effort de paix et M. Abbas ne s'est pas prononcé sur les conséquences difficilement prévisibles qu'aurait leur fin.

Le conseil central de l'OLP, l'un des organes de cette organisation internationalement reconnue comme la représentante de tous les Palestiniens, a été convoqué à titre extraordinaire pour répondre à la décision annoncée le 6 décembre par M. Trump de reconnaître Jérusalem comme la capitale d'Israël. **DIEU ET LA MAISON DE TRUMP**• Dix-sept Palestiniens, le dernier en date hier, ont été tués depuis

dans des violences. Les Palestiniens voient dans cette rupture unilatérale avec des décennies de diplomatie internationale un déni de leur revendications sur Jérusalem-Est annexée et occupée. Mais elle est aussi, à leurs yeux, la manifestation la plus flagrante du parti pris pro-israélien de la Maison Blanche.

Depuis son entrée en fonctions il y a un an, M. Trump s'est gardé de soutenir la création d'un Etat palestinien. Son administration est restée très discrète sur la colonisation israélienne et a été près de fermer le bureau de l'OLP à Washington. Elle menace à présent de couper l'aide aux Palestiniens parce qu'ils refuseraient de négocier.

"Quand avons-nous refusé ?", s'est indigné M. Abbas.

"Que Dieu détruise votre maison", a-t-il lâché à l'adresse de M. Trump, employant un juron arabe courant.

Les Palestiniens ont gelé les contacts avec l'administration Trump. Le vice-président américain Mike Pence se rendra à Jérusalem la semaine prochaine, mais ne devrait rencontrer aucun dirigeant palestinien.

Le conseil central de l'OLP doit s'achever hier soir par une déclaration commune. M. Abbas a appelé à un processus sous médiation internationale, mais il s'est abstenu d'aborder deux des options évoquées avant la réunion de l'OLP : la fin de la reconnaissance d'Israël et celle de la coopération sécuritaire avec les Israéliens.

La philippique de M. Abbas et les réactions qu'elle a provoquées ont mis en lumière l'état de délabrement de l'entreprise de paix et l'étroitesse de sa marge de manœuvre, entre les moyens de pression américains et les divisions et les faiblesses palestiniennes.

"BAS LE MASQUE"• Le mouvement islamiste Hamas, qui ne fait pas partie de l'OLP et a décliné l'invitation au conseil central, a accusé M. Abbas de "ne pas satisfaire les ambitions de notre peuple". Israël, pour sa part, semble très peu susceptible d'accepter un autre intermédiaire que les Etats-Unis.

M. Abbas "perd l'esprit", a dit le ministre israélien de la Défense Avigdor Lieberman. Il "a jeté bas le masque", a renchéri le Premier ministre Benjamin Netanyahu actuellement en Inde. "Il a dit la vérité que je ne cesse de répéter depuis de longues années : le conflit avec les Palestiniens résulte de leur refus constant de reconnaître l'Etat des juifs quelles qu'en soient les frontières", a-t-il dit dans des propos diffusés par la radio publique. La Russie, vers laquelle M. Abbas s'est tournée récemment, a dit "comprendre" le ressentiment palestinien. Ils ont fait des concessions pendant des années "sans rien recevoir en échange", a déclaré le ministre des Affaires étrangères Sergueï Lavrov.

Libye/Conflit

Dix morts lors de combats près de l'aéroport de Tripoli

AFP
Tripoli/Libye

Le trafic aérien a dû être interrompu. Les affrontements faisaient suite à l'attaque d'un groupe armé.

AU moins dix personnes ont été tuées hier lorsque des combats ont éclaté dans le secteur de l'aéroport de Mitiga, près de Tripoli, à la suite de l'attaque d'un groupe armé, a annoncé le gouvernement libyen d'union nationale (GNA).

Ce groupe armé a lancé "une attaque" sur le site de l'aéroport, "qui compte une prison où sont détenues plus de 2 500 personnes pour des affaires diverses", a indiqué la force al-Radaa (dissuasion), chargée de sécuriser la plate-forme. Les assaillants n'ont pas été identifiés mais le gouvernement d'union (GNA)

de Fayez al-Sarraj a affirmé dans un communiqué que l'opération visait à libérer "des terroristes appartenant aux organisations Etat islamique (EI), Al-Qaïda et à d'autres groupes" détenus dans le centre "géré par la Force de dissuasion al-Radaa, qui dépend du ministère de l'Intérieur".

Le ministère de la Santé du GNA a fait état de 10 morts, dont les dépouilles ont été transportées dans deux hôpitaux distincts. Il n'a pas précisé s'il s'agissait de civils ou de militaires.

Quinze personnes ont aussi été blessées, dont trois grièvement qui ont été transportées à l'hôpital de Misrata (200 km à l'est de Tripoli).

La direction de la Sécurité de Tripoli - qui dépend elle aussi du ministère de l'Intérieur - a pour sa part annoncé que plusieurs assaillants avaient été appréhendés par les forces de sécurité.

"Toutes les infrastructures de la base militaire et l'aéroport sont sous contrôle et n'ont pas été endommagées", a-t-elle assuré.

Plus tôt, la direction de l'aéroport international de Mitiga, le seul de la capitale actuellement opérationnel, avait annoncé la suspension du trafic aérien "du fait des combats". Toutes les routes menant à la zone ont été coupées.

La reprise de ce trafic n'avait pas été annoncée dans l'après-midi.

Dans sa première réaction, le GNA a condamné une "attaque préméditée (...) mettant en péril la vie des passagers et la sécurité de l'aviation civile".

"Le personnel de l'aéroport et les passagers ont été évacués" dès que les combats ont commencé, a affirmé à l'AFP un pilote de ligne libyen sous le couvert de l'anonymat. "On a vu des chars dans le périmètre de l'aéroport", a-t-il ajouté.

MILICES RIVALES• Hier

matin, des échanges de tirs à l'arme lourde étaient audibles jusqu'à Tajoura, une localité située à 30 kilomètres à l'est de Tripoli, selon des journalistes de l'AFP. Malgré une amélioration relative de la sécurité dans la capitale depuis l'été dernier, des combats éclatent sporadiquement dans le secteur de l'aéroport de Mitiga, au centre d'une lutte d'influence entre milices.

La Force de dissuasion al-Radaa est formée essentiellement de salafistes non jihadistes, principalement basés dans l'est de la capitale. Loyale au GNA de Fayez al-Sarraj soutenu par la communauté internationale, elle fait office de police à Tripoli et pourchasse à la fois les trafiquants et les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EI. Le GNA est installé à Tripoli depuis près de deux ans mais peine toujours à asseoir son autorité sur l'ensemble du pays, notam-

ment en raison de la présence d'une autorité parallèle dans l'est.

Mitiga est une ancienne plate-forme militaire utilisée pour le trafic civil en substitution de l'aéroport international de Tripoli, gravement endommagé en 2014 par des combats.

A ce jour, seules les compagnies aériennes libyennes opèrent dans le pays, assurant des vols intérieurs et des liaisons régulières avec Tunis, Alexandrie (Egypte), Amman, Istanbul et Khar-toum.

L'Union européenne a interdit toutes les compagnies libyennes dans son espace aérien pour des "raisons de sécurité".

La Libye est plongée dans le chaos depuis la chute du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011. L'Onu a défini un plan d'action qui prévoit notamment des élections cette année, afin de tenter de sortir de la crise.

A travers le monde

• Bahreïn/Politique. Le célèbre opposant Nabil Rajab reste en prison

La Cour de cassation à Bahreïn a confirmé hier une peine de deux ans de prison à l'encontre du célèbre opposant Nabil Rajab, condamné pour des déclarations à la presse critiquant le pouvoir à Manama, a indiqué une source judiciaire.

• Emirats arabes unis/Diplomatie. Abou Dhabi accuse le Qatar

Les Emirats arabes unis ont affirmé hier que des avions de chasse du Qatar, leur rival dans le Golfe, avaient "intercepté" deux avions de ligne émiratis en route vers Bahreïn, marquant une escalade entre Abou Dhabi et Doha qui n'ont plus de relations diplomatiques.

• Espagne/Politique. Catalogne : Rayoy menace

L'autonomie de la Catalogne restera suspendue si l'indépendantiste Carles Puigdemont tente de la gouverner depuis Bruxelles, a prévenu hier le chef du gouvernement conservateur espagnol Mariano Rajoy.

• Irak/Attentat. 31 morts à Bagdad



Photo : AFP

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a appelé hier à "éliminer les cellules dormantes" jihadistes après un double attentat suicide ayant fait au moins 31 morts dans le centre de Bagdad, le deuxième dans la capitale irakienne en trois jours.

• Russie/Diplomatie. Lavrov s'en prend aux Etats-Unis

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a violemment attaqué les Etats-Unis hier, dénonçant la position américaine sur les grands dossiers internationaux - Iran, Syrie, Corée du Nord - et accusant Washington de refuser "la réalité d'un monde multipolaire".

• Syrie/Conflit. Les dénonciations de Damas

Les autorités de Damas ont dénoncé hier un projet de force frontalière dans le nord-est de la Syrie parrainé par la coalition internationale antijihadistes, assurant qu'elles considéraient ses membres comme des "traîtres".